

# **Le management public et son efficience en Afrique subsaharienne : crises, recompositions et trajectoires endogènes de gouvernance**

## **Editorial**

**Mireille BITYE MENDOMO<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>Université de Yaoundé 2, Cameroun, mbity@yahoo.ca

Rédactrice en chef invitée

L'efficience du management public constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs des États et des organisations publiques en Afrique subsaharienne. Confrontés à des crises multiples et souvent entremêlées politiques, institutionnelles, sanitaires, économiques, environnementales et sociales les systèmes publics africains sont soumis à une exigence accrue de performance, de légitimité et de soutenabilité, dans un contexte marqué par la rareté des ressources et la complexité croissante des problèmes publics.

Le Tome 1 du Volume 20 (4) des *Cahiers du CEDIMES* s'inscrit pleinement dans cette dynamique de questionnement critique. Il propose une lecture approfondie et pluraliste du **management public africain**, en interrogeant ses instruments, ses acteurs, ses cadres normatifs et ses résultats, à l'aune des réalités empiriques du continent. L'ambition de ce numéro n'est pas de plaquer des modèles idéalisés, mais de **comprendre comment l'efficience est pensée, négociée et mise en œuvre dans des contextes africains contraints et différenciés** ?

Les contributions réunies proposent une lecture rigoureuse, critique et contextualisée des conditions dans lesquelles l'efficience du management public est pensée, construite et mise en œuvre sur le continent, en prenant résolument appui sur les réalités empiriques et institutionnelles locales.

La question de l'efficience du management public ne peut être dissociée des dynamiques politiques et institutionnelles qui structurent l'État africain. À cet égard, l'article de AVOM Désiré, MELINGUI BATE Adalbert et ABRAHAM Ghislain, « *Democracy and political turnover experience in Africa* », met en lumière les effets de l'alternance politique sur la stabilité institutionnelle, la continuité de l'action publique et la performance administrative. Il montre que la démocratie, loin d'être un simple cadre normatif, constitue un déterminant majeur des capacités managériales de l'État.

Dans une perspective complémentaire mais résolument critique, BIMEME BENGONO Isidore, NWAMEN Fidèle et AMOUGOU MEDZO Liliane Michelle interrogent, dans « *Crises sans fin, solutions importées : déconstruire l'illusion des modèles de gouvernance exogènes en Afrique* », la dépendance persistante aux modèles de gouvernance importés. Leur analyse souligne les limites structurelles de ces solutions exogènes et plaide pour une relecture endogène de la gouvernance, fondée sur les réalités historiques, sociales et institutionnelles africaines.

L'efficience du management public est également abordée à travers les *outils contemporains de pilotage de l'action publique*, notamment la contractualisation et les partenariats public-privé. L'article de DIOUF Djibril, « *The quest for performance in contractualized public controls of Public-Private Partnerships in the Senegalese context* », analyse les tensions entre exigences de

performance, mécanismes contractuels et capacités réelles de régulation de l'administration publique. Il met en évidence les ambiguïtés d'une gouvernance hybride où l'efficience dépend autant des dispositifs formels que des compétences institutionnelles.

Dans le prolongement de cette réflexion sur la performance, DONGMO Roméo Martial, à travers « *Quand l'environnement rencontre la finance : les ambivalences de la performance durable dans le secteur public* », interroge les contradictions entre impératifs financiers et exigences environnementales. Son analyse révèle que la quête d'une performance durable dans le secteur public africain implique des arbitrages complexes, souvent marqués par des tensions entre efficacité économique, responsabilité écologique et acceptabilité sociale.

Deux contributions majeures de ce numéro s'inscrivent dans une analyse approfondie de l'efficience des *politiques publiques sociales*, en particulier dans le domaine de la santé. L'étude de EDAFY Olivio Kasave et RICHARD Blanche Nirina, « *Analyse coût-efficacité de l'accès aux services de santé maternelle du district de Tomasina 1* », met en évidence les défis de l'allocation optimale des ressources dans un contexte de forte contrainte budgétaire, tout en soulignant les enjeux d'équité et d'accès aux soins. Cette réflexion est prolongée par RICHARD Blanche Nirina, RATSIAKABA Diana et RAKOTOMALALA Mahenirina Franck Johnson, dans « *Couverture financière en santé de la population à Madagascar et cas des pays de l'Afrique Subsaharienne* ». Les auteurs montrent que l'efficience du management public en santé ne peut être réduite à une logique de rationalisation des coûts, mais doit intégrer la soutenabilité financière, la protection sociale et la réduction des inégalités.

L'efficience du management public se joue également à l'échelle territoriale. MBOGO Elisabeth, MOUNGOU Sabrina Patricia et KABONG NDEMA Eliane Flore, dans « *Les mécanismes de gestion des conflits dans les interfaces politico-administratives : une analyse des élus locaux* », analysent les tensions entre acteurs politiques et administratifs au niveau local. Leur contribution montre que la performance de l'action publique territoriale dépend largement de la capacité à gérer les conflits, à instaurer des mécanismes de médiation et à renforcer la coordination institutionnelle.

Dans une perspective plus institutionnelle, MONTY Jacques Albert, à travers « *Le Public Independent Conciliator : une composante administrative au service du droit (positif) et de l'administration régionale du Nord-Ouest et Sud-Ouest (Cameroun)* », met en lumière le rôle des dispositifs alternatifs de régulation et de conciliation dans des contextes marqués par des crises sociopolitiques. Cette contribution illustre comment l'innovation institutionnelle peut renforcer la légitimité et l'efficience de l'action publique.

Les varia du T4 prolongent et élargissent cette réflexion en ouvrant le regard sur d'autres dimensions des mutations contemporaines. MANSOUR Sonia, dans « *Le patrimoine architectural, pour un nouvel ordre culturel face au développement durable en Tunisie* », interroge la gouvernance culturelle et la valorisation du patrimoine comme levier de développement durable. MICHON Christian, avec « *Gen'Z : Analyse d'un momentum générationnel mondialiste* », propose une lecture originale des transformations générationnelles et de leurs implications pour les organisations et les politiques publiques. Enfin, MPOSO NSANGUA Benoît, NSHIMBA NSEYEA MALALE Hyppolyte et KATUSI LOMALISA Roger, dans « *Biodiversité ligneuse en milieux urbains : cas de la ville de Bunia (RDC)* », mettent en évidence les enjeux de gouvernance environnementale et de gestion durable des territoires urbains africains.

Pris dans leur ensemble, les articles et varia de ce Tome 1 offrent une *lecture cohérente et multidimensionnelle* du management public africain. Ils montrent que l'efficience ne peut être pensée comme une simple transposition de modèles exogènes, mais comme un *processus contextualisé*, fondé sur les capacités institutionnelles, les dynamiques politiques, les innovations managériales et les réalités territoriales.

Ce numéro spécial confirme ainsi la vocation des *Cahiers du CEDIMES* à promouvoir une *production scientifique africaine exigeante*, critique et ancrée dans les réalités empiriques, contribuant à la construction de cadres théoriques et pratiques adaptés aux défis contemporains de la gouvernance publique en Afrique subsaharienne.